



Parc national
du Mercantour

Décision individuelle N° 2023-310

Pétitionnaire : SARL ETRM pour le compte du conseil départemental des Alpes-Maritimes
Adresse : 581 route de Mont Carmel 73700 Les chapelles
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de parc national
Nom du projet : Analyse des apports solides du Boréon et de ses affluents dans le cadre de l'expertise hydraulique en vue du réaménagement du parc Alpha (mission pour le conseil départemental) à la suite de la tempête Aline
Localisation : Torrent du Boréon et ses affluents – commune de Saint-Martin-Vésubie

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte du Parc national du Mercantour et fixant les modalités d'application de la réglementation en cœur (MARCœur), notamment ses MARCœur 3 et 29,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des Parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 27 octobre 2023, par Monsieur Vincent KOULINSKI, représentant la SARL ETRM, pour le compte du conseil départemental des Alpes-Maritimes,

Considérant que la demande porte sur un survol de drone à des fins scientifiques d'analyse des apports solides du Boréon et de ses affluents dans le cadre de l'expertise hydraulique en vue du réaménagement du parc Alpha,

Considérant que cette opération répond aux besoins d'une mission scientifique et qu'à ce titre, elle peut être autorisée toute l'année conformément à la modalité n°29 d'application de la réglementation du cœur,

Considérant que ce suivi scientifique contribuera à l'amélioration des connaissances des patrimoines naturels du cœur du parc national,

Considérant qu'aux dates envisagées des survols, les ongulés sauvages dont le Bouquetin des Alpes et le Chamois, ainsi que les grands rapaces dont l'Aigle royal, sont présents sur le site et qu'il convient à ce titre de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques,

Considérant la nécessité d'encadrer a minima l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et de conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

La SARL ETRM, représentée par Monsieur Vincent KOULINSKI, ci-après dénommé le « bénéficiaire », est autorisée à effectuer des survols de drone à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du Parc national, à des fins d'analyse des apports solides du Boréon et de ses affluents dans le cadre de l'expertise hydraulique en vue du réaménagement du parc Alpha sur la commune de Saint-Martin-Vésubie.

Article 2 : Prescriptions

• Prescriptions relatives au survol :

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification de l'aéronef

nom du pilote : Vincent Koulinski

type d'appareil : Mavic pro platinum (750 gr) gris

n° de l'appareil : UAS-FR-45361

2.2. Dans le cœur du Parc national, les survols à basse altitude restent interdits en-dehors de la zone autorisée figurant sur le plan annexé à la présente.

2.3. Le survol n'excédera pas une durée de deux heures et devra être réalisé sur deux journées maximum.

2.4. Le bénéficiaire veillera à repérer au préalable la présence éventuelle d'ongulés (chamois, bouquetins en particulier) en crêtes, dans les zones de falaises et les replats des vallons.

2.5. Le bénéficiaire évitera tout dérangement de la faune en veillant à maintenir une distance de 200 mètres avec les ongulés présents et en faisant atterrir le drone en cas de présence de rapaces en vol.

2.6. Tout survol est interdit entre le coucher et le lever du soleil.

• Prescription relatives aux publications scientifiques utilisant les données récoltées dans le cadre de la présente décision :

2.7. Toute publication liée au projet devra porter la mention suivante : « survol réalisé avec l'autorisation de la directrice du Parc national du Mercantour ».

2.8. Une version numérique de toute publication liée au projet devra être transmise au siège de l'établissement public du Parc national du Mercantour, dans les 2 mois suivant la date de celle-ci.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour deux journées durant la période du 30 octobre 2023 au 3 novembre 2023.

La date exacte de survol durant cette période devra être communiquée au service territorial concerné au minimum **48h à l'avance**.

En cas d'intempéries, le report de l'opération **après la date fixée au préalable** est autorisé sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné, **24h à l'avance par courriel ou contact direct**.

Contacts service territorial Vésubie :

- chef de service : LACOSTE Romain (romain.lacoste@mercantour-parcnational.fr ; 06 16 27 64 33)
- adjoint : LURION Raphaël (raphael.lurion@mercantour-parcnational.fr ; 06 46 45 64 82)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur et des droits des tiers.

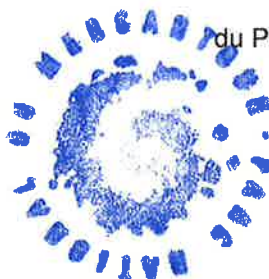
Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Publication

La présente autorisation sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 27 octobre 2023



La directrice
du Parc national du Mercantour

Aline COMEAU

Copie :

- service territorial Vésubie

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent

ANNEXE – DÉCISION n° 2023-310

PLAN DE VOL BOREON ET AFFLUENTS

